

Tribune libre

Appel pour une Assemblée Constituante

(<http://www.pouruneconstituante.fr>)

5 septembre 2008

Par André Bellon

Ancien Président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale

Président de l'Association pour une Constituante

Crise de la représentation politique, absence de crédibilité des grands partis, montée concomitante de l'abstention, autant de symptômes qui poussent certains à proposer de créer de nouveaux partis, d'autres à vouloir aiguillonner PS ou UMP de l'intérieur. Si je crois au rôle fondamental des partis dans la vie démocratique, je pense que ces tentatives, quelle que soit la sincérité de leurs auteurs, ne peuvent, en l'état actuel des choses, qu'engager dans des illusions et des impasses.

Le jeu politique est, en effet, perverti par des institutions nationales et européennes bien peu démocratiques, mais bien utiles à une mondialisation qui broie les nations et les peuples, détruit leur droit à disposer d'eux-mêmes comme le prouve le non respect du vote du 29 mai 2005, lamine les acquis sociaux. Aujourd'hui, la priorité est de remettre en cause les règles de ce jeu pervers, de dépasser les cadres figés et moribonds d'une situation sans autre perspective que l'aggravation des difficultés politiques et sociales. La seule source de légitimité d'un pouvoir qui se veut démocratique est la volonté populaire. Réaffirmer cette évidence contre un système qui la méprise de plus en plus passe par la réunion d'une assemblée Constituante. Cette lettre est un appel à se rassembler pour cet objectif.

L'état des lieux

Au long des dernières années, la vie politique n'a cessé de dériver vers le conformisme de la mondialisation. L'UMP n'est, encore plus qu'auparavant, que le porte parole des puissants. Le Président de la République, issu de ses rangs, développe un discours inégalitaire et écrase les couches populaires. Pour sa part, le Parti Socialiste, incapable de s'opposer aussi faiblement que ce soit à la logique des intérêts financiers qui dominent le monde, en fournit même les cadres dirigeants : le directeur de l'OMC et celui du FMI. Son vrai drame est non seulement qu'il a perdu tous les combats idéologiques, mais qu'il est devenu un soldat de la pensée dominante même s'il habille cette dérive de quelques déclarations, malheureusement sans grande conséquence, en direction des plus défavorisés.

Bien sûr, des tendances critiques existent au sein des partis. Mais leur nature minoritaire et surtout leur incapacité à la rupture permettent aux dirigeants officiels de continuer tranquillement leur dérive tout en prétendant rassembler. Bien sûr aussi, d'autres partis maintiennent un discours plus social ou plus républicain. Mais, là encore, leur faiblesse relative les fait apparaître à leurs propres yeux comme des aiguillons, à ceux des dirigeants comme des alibis et des forces d'appoint.

Sur ces décombres, la nécessité de reconstruire la République et la représentation politique des classes dominées est une impérieuse nécessité. Cependant, afin de sortir des impasses constatées, la création de nouveaux partis politiques est-elle porteuse de changement ? La réponse n'est pas aussi évidente qu'il semble y paraître pour certains car deux contraintes fondamentales pèsent de manière rédhitoire sur toute tentative de ce type et peuvent même la rendre contreproductive : l'absence d'une pensée critique largement partagée et l'acceptation répandue de la Constitution de la 5ème République.

La pensée

La reconstruction de la pensée constitue la véritable priorité, l'enjeu qui conditionne tous les autres. Or, devant les obstacles dressés par l'idéologie dominante et ses instruments de propagande, toute véritable

critique a du mal à trouver audience. La vassalisation des esprits est très forte comme toujours dans les phases de crise aiguë, comme au temps où La Boétie écrivait son « discours de la servitude volontaire ». Aucune action politique de reconstruction ne peut se faire sans la définition des oppositions fondamentales. C'est le préalable à la refondation du nécessaire jeu partisan. De même, il y a deux siècles, il n'aurait pu y avoir de Révolution française sans les philosophes de la renaissance, puis des Lumières. Et la clarification de l'essentiel s'est faite sur la définition nette des lignes de rupture. Bien sûr, il existe, de nos jours, des pensées qui s'opposent. Mais nombre d'entre elles ont été polluées, intoxiquées par les dérives des partis dominants, qui ont utilisé les acquis des Lumières pour en tordre les résultats et en habiller leur pauvre rhétorique.

Il s'agit donc de dire clairement quelles sont les grandes lignes de fracture, alors que les deux acteurs du nouveau bipartisme les minimisent et même les étouffent, volontairement ou non, de peur de s'affaiblir, valorisant des débats souvent secondaires.

Le capitalisme de plus en plus sauvage qui domine et déstructure le monde détruit la démocratie, la citoyenneté et l'humanisme pour laisser libre cours aux luttes des intérêts particuliers. Nous ne devons donc pas chercher à l'influencer, mais au contraire lui opposer ces instruments. Ce n'est pas seulement du fait de ses options que le libéralisme économique doit être combattu. C'est surtout parce qu'il se prétend la seule pensée possible et même comme la vérité.

S'opposer à la pensée dominante n'est pas une attitude extrémiste, mais tout simplement le jeu naturel de la démocratie, celle qui doit nous permettre de défendre les instruments de vie en société. Le 29 mai 2005 a montré que, dans le cas où le choix est ouvert, la réponse populaire est parfaitement claire. Or, la Constitution de la 5ème République empêche de donner vie à ces nouvelles oppositions.

La Constitution de la 5ème République

Au nom de la stabilité du pouvoir, la Constitution de la 5ème République fossilise les partis et verrouille la vie politique. Elle a joué un rôle fondamental dans la décomposition de la démocratie et dans la dislocation de la gauche. Sa logique profonde est en effet l'atrophie des oppositions politiques par le jeu de la personnalisation et l'embrigadement des partis par la mise à l'écart politique du Parlement. La clef de voûte des institutions est le Président de la République, élu au suffrage universel direct. La plupart des républicains avaient, pendant un siècle, d'autant plus critiqué un tel système que son existence avait, en 1851, aidé à l'émergence d'un pouvoir bonapartiste. Pour leur part, ils souhaitaient voir s'exprimer institutionnellement la véritable diversité des options politiques. Mais, François Mitterrand ayant, après sa victoire en 1981, renié ses engagements quant au changement de régime, les deux forces politiques principales en France officialisent désormais une règle du jeu qui réduit, pour l'essentiel, la « démocratie » au choix d'une personne sans contrôle tout au long de son mandat.

Beaucoup de militants de gauche ne mesurent pas à quel point la logique des institutions et le passage du PS à leur tête ont déformé leur vision de la politique et du pouvoir en général. Le présidentielisme génère la vassalisation des individus soumis à la logique des écuries présidentielles et détruit la liberté comme la responsabilité individuelle des élus du peuple. Prétendre créer une diversité des positions dans ce contexte apparaît comme une plaisanterie puisqu'on doit se situer par rapport à un des deux élus potentiels. Le régime devient celui d'un bipartisme aseptisé, instrument de la mondialisation, gommant les lignes de fracture profondes comme les conflits sociaux qui traversent la société. Tous les opposants à un tel choix sont alors présentés comme des partisans du pire. Le débat est devenu manichéen.

On ne peut appeler au retour d'une vie politique responsable sans réaffirmer la souveraineté populaire, sans donc attaquer la Constitution, sans faire de sa remise en cause un préalable. Ce combat est d'autant plus nécessaire que, ces dernières années, le quinquennat, l'inversion du calendrier et le mode de scrutin ont encore renforcé les vices fondamentaux du système. Contre un tel coup d'État permanent, il faut imposer l'élection au suffrage universel direct d'une instance ad hoc, c'est-à-dire d'une Assemblée Constituante, légitimement chargée de ce travail. Le mode de scrutin devra assurer la plus large représentativité de la population. Seule une telle assemblée, sorte d'États généraux modernes, a le droit et le devoir de repenser nos institutions.

On ne peut passer à côté des combats historiques et croire influencer l'Histoire en évitant les ruptures nécessaires. Nombre d'hommes très sérieux tentaient, sous l'Ancien Régime, d'influencer les princes sans changer le système....

J'appelle donc à participer à l'action de l'Association pour une Constituante. Cette stratégie, quelles qu'en soient les difficultés et les oppositions bien prévisibles, est la seule qui soit féconde sur le long terme. Elle a pour objet de redonner vie à la démocratie nationale comme à une construction internationale humaniste.